

Direction de l'Eau et de l'Environnement

Maintenance Eau et Assainissement  
Cellule conformité SPANC

N/Références : FB/AR /2023 / FT/AR

OBJET : B 8499 – 34 avenue Jean Jaurès à Belfort

Madame,

Mes services ont procédé à la vérification de vos installations d'assainissement sises  
**34 avenue Jean Jaurès à BELFORT.**

A l'issue du contrôle, vos installations ont été déclarées **non-conformes** aux dispositions réglementaires (cf. règlement d'assainissement collectif en date du 11 décembre 2013). Cette non-conformité vous oblige à réaliser les travaux prescrits au point n°18 du rapport joint dans un délai maximum de 2 ans. Au-delà, une majoration de la redevance d'assainissement vous sera appliquée (article L1331-8 du Code de la Santé Publique).

Vous trouverez ci-joint le rapport de la visite effectuée. Je vous précise qu'une copie de ce rapport doit être transmise à l'acheteur et au notaire.

Les services restent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires concernant le présent rapport.

Je souhaite avoir répondu à votre attente et vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.



**Jérôme SAINTIGNY**  
Directeur général des services

Copie à Maître BOILLOD Thierry, Notaire  
Copie à l'agence immobilière W CONSULTING





**GRAND  
BELFORT**

## **RAPPORT DE VISITE**

- 1. Adresse de l'immeuble et référence cadastrale**
  - 34 avenue Jean Jaurès à Belfort, cadastré AI 145.
- 2. Activités de l'entreprise (si existante)**
  - Bar.
  - Restaurant (plus d'activité lors du contrôle).
- 3. Situation au regard de la Réglementation sur les Installations Classées Pour l'Environnement**
  - Sans objet.
- 4. Situation de l'activité (si existante) par rapport à la production d'eaux usées**
  - Eaux usées domestiques et / ou assimilées domestiques
    - L'entreprise produit des eaux usées domestiques et assimilées domestiques.
  - Eaux usées non domestiques
    - Par son activité, l'entreprise ne produit pas d'eaux usées non domestiques.
- 5. Historique des contrôles**
  - 31 janvier 2023 : contrôle initial eaux usées domestiques et assimilées domestiques.
  - 31 janvier 2023 : contrôle initial eaux pluviales.
- 6. Accès à la propriété**
  - Accès à la propriété autorisé par le propriétaire conformément à l'article L1331-11 du Code de la Santé Publique.
- 7. Méthodologie des contrôles**
  - Test d'écoulement des eaux.
  - Test à la fluorescéine.
  - Test visuel.
  - Test de résonance.
  - Passage caméra.
  - Véhicule hydrocureur.
- 8. Réseau(x) public(s)/privé(s) desservant l'immeuble**
  - Un réseau unitaire.
- 9. Réseau(x) interne(s) de l'immeuble**
  - Un réseau d'eaux pluviales.
  - Un réseau mixte eaux usées / eaux pluviales. Conformément à l'article 4 du Règlement du Service Assainissement, « Quelle que soit la nature du réseau public existant, les réseaux situés à l'intérieur des propriétés privées devront être de type séparatif ».

**10. Branchement(s) d'eaux usées**

- Sans objet.

**11. Branchement(s) d'eaux pluviales**

- Sans objet.

**12. Branchement(s) unitaire(s)**

- Un branchement mixtes d'eaux usées domestiques et / ou assimilées domestiques / eaux pluviales raccordé sur le réseau unitaire
- Un regard de branchement unitaire non visible : absent ou non accessible lors de la visite. Le maintien d'un accès permanent à ce regard est de la responsabilité du propriétaire (article 6 du règlement assainissement) : il lui appartient donc de l'installer ou de le rendre accessible.

**13. Fosse septique**

- Pas de fosse septique visible.

**14. Points de réseaux contrôlés**

- **Eaux pluviales de l'immeuble principal**

- Une descente d'eaux pluviales rejetée en terrain naturel.
- Une descente d'eaux pluviales rejetée sur domaine public.
- Une descente d'eaux pluviales et un siphon de sol raccordés au branchement unitaire.
- Absence de localisation de l'exutoire des réseaux internes d'une descente d'eaux pluviales : la conformité de ces réseaux ne peut donc pas être vérifiée.

- **Eaux pluviales des dépendances**

- Une descente d'eaux pluviales rejetée en terrain naturel.
- Un aquadrain raccordé au branchement unitaire.
- Absence de localisation de l'exutoire des réseaux internes d'une descente d'eaux pluviales : la conformité de ces réseaux ne peut donc pas être vérifiée.

- **Eaux usées domestiques et / ou assimilables domestiques**

- **Eaux usées de l'immeuble**

- Eaux usées du restaurant et de l'appartement transitent par un premier regard non étanche et un second regard en charge, avant d'être raccordées au branchement unitaire.
- Eaux usées du bar raccordées au branchement unitaire.

**15. Autres points contrôlés**

- Sans objet.

**16. Puits et usages de l'eau visibles ou déclarés**

- Absence de puits de production d'eau.

**17. Non-conformités nécessitant des travaux immédiats**

*Précision : la (les) présente(s) non-conformité(s) vous place(nt) désormais en infraction au regard des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique ; à ce titre, vous pouvez être passible des sanctions pénales prévues.*

- Néant.

## **18. Non-conformités nécessitant des travaux sous 2 ans et majoration de la redevance sans préavis en fin de délai**

*Précision : le(s) point(s) listé(s) ci-dessous nécessitent des travaux de mise en conformité à effectuer dans un délai de 2 ans à compter de la date du contrôle. Dès leur achèvement, vous voudrez bien contacter la cellule conformité (tel : 03.84.54.26.69) pour convenir d'une date de vérification.*

*Faute de vérification, ou en cas de non-conformité persistante à l'issue de ce délai et conformément à l'article L1331-8 du code de santé publique, l'immeuble pourra être assujéti à la redevance d'assainissement majorée de 100%.*

*La (les) présente(s) non-conformité(s) vous place(nt) désormais en infraction au regard des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique ; à ce titre, vous pouvez être passible des sanctions pénales prévues.*

- Mettre en place un regard de branchement sur la parcelle AI 145 de type « tabouret PVC de diamètre 400 mm ». **Merci de contacter la cellule travaux au 03.84.54.26.69 afin de prendre un rendez-vous pour contrôler fouille ouverte la réalisation des travaux de raccordement.**
- Rendre étanche le premier regard de visite situé à l'arrière-cour.
- Nettoyer le deuxième regard de visite situé sur le chemin d'accès.

## **19. Réserves**

- **Réserve(s) à lever d'ici au prochain contrôle** (*En cas de non-levée, elles seront à réaliser sous deux ans et donneront lieu, à l'issue de ce délai, au doublement de la redevance assainissement.*)
- Néant.
- **Autre(s) réserve(s)**
- Présence d'un branchement unitaire (cf point n°10) : ce dispositif ne peut être autorisé qu'à titre précaire et révocable compte tenu des perspectives d'évolution des réseaux (article 4 du règlement assainissement). De plus, il sera interdit dès passage en réseau séparatif et les travaux qui en découlent seront alors à votre charge. Aussi, privilégier d'ores et déjà la déconnexion des eaux pluviales de ce branchement et leur infiltration sur la parcelle.
- Exutoire du réseau interne de deux descentes d'eaux pluviales non retrouvé : la conformité des réseaux internes d'eaux pluviales ne peut donc pas être vérifiée. Exutoire à localiser pour compléter le présent contrôle et attester de la conformité éventuelle des installations.

## **20. Servitude(s) publique(s) de canalisation(s) d'eaux usées/d'eaux pluviales/unitaire(s)**

- Parcelle(s) non grevée(s) par une servitude de canalisation(s) publique d'assainissement.

## **21. Entretien**

- Un bac à graisses doit être régulièrement entretenu, à une fréquence suffisante pour maintenir son bon état de fonctionnement (une fréquence minimale trimestrielle est conseillée pour les activités de restauration). De plus, l'établissement devra conserver tous les bordereaux de suivi de vidange afin qu'ils soient consultables par nos services.

## **22. Arrêté d'autorisation de déversement aux réseaux publics**

- Sans objet

### **23. Rappels réglementaires**

- La fourniture des Fiches de Données Sécurité à tout chef d'établissement ou travailleur indépendant est obligatoire depuis le 1er avril 1988 pour toute mise sur le marché de produits dangereux à usage professionnel.
- Il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics, directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause, directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation de ces ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement (article 3 du règlement d'assainissement de GBCA).

Dans le cas où surviendrait un accident sur votre site générant des rejets d'eaux polluées ou de produits dangereux à l'égout public, vous devrez le signaler à notre direction au 03 84 90 11 22 (accessible 7j/7, 24h/24).

### **24. Remarques**

- Dans le cas où une activité de restauration serait maintenue, il sera nécessaire de mettre en place un prétraitement des effluents issus des cuisines (bac à graisses) avant rejet au réseau public.

### **25. Informations**

- Sans objet.

### **26. Prescriptions notariales**

- Sans objet.

*Ce document annule et remplace les rapports antérieurs rédigés pour le même immeuble.*

*Le rapport de contre-visite sera établi en prenant en compte la nouvelle réglementation applicable à la date du contrôle travaux. Les éventuelles nouvelles anomalies relevées lors de ce contrôle, seront alors traitées ainsi :*

- *Contrôle effectué dans le délai de 2 ans : les nouvelles anomalies feront l'objet de réserves d'information à prendre en compte.*
- *Contrôle réalisé au-delà des 2 ans : ce contrôle sera considéré comme nouveau contrôle initial de l'installation et prendra en compte les anomalies selon leurs nouvelles classifications.*

*Ce rapport ne préjuge pas de la conformité des installations en regard de l'article 39 du règlement de l'assainissement relatif à l'étanchéité des installations intérieures et de leur protection contre le reflux des eaux usées.*